

**La gauche demande la
régularisation des « sans-
papiers »... pour se protéger
du coronavirus, ah ! ah ! ah!**



écrit par François des Groux | 3 avril 2020



Hubert J-LAFERRIERE ✓

@hub_laferriere



  Régulariser les sans papiers pour mieux se protéger face à l'épidémie 🖱️ C'est une mesure indispensable tant humanitaire que sanitaire : c'est permettre un accès aux soins qui les protège mais aussi qui nous protège tous en limitant encore davantage la propagation du #COVID19

Communiqué de presse

Régulariser les sans papiers pour mieux se protéger face à l'épidémie.

Dans le cadre des mesures d'urgence pour lutter contre le COVID-19 le gouvernement portugais a promulgué le samedi 28 mars différentes mesures d'ordre sanitaire et financier dont la régularisation provisoire de tous les immigrés qui avaient introduit une demande afin qu'ils puissent obtenir les mêmes droits que les citoyens portugais pour l'accès aux soins et pour les aides financières, c'est une mesure de salubrité publique qui protège tous les habitants du Portugal.

Nous avons déjà alerté plusieurs fois le gouvernement sur la situation dramatique des sans-papiers et des sans abris. La gravité de la crise sanitaire rend encore plus cruciale la prise en compte de ce problème qui n'a que trop duré.

Nous demandons solennellement au gouvernement français de prendre les mêmes mesures que le gouvernement portugais. La catastrophe sanitaire que nous subissons nous oblige à agir avec responsabilité et sans délai, comme nos amis portugais l'ont fait.

François-Michel Lambert, député des Bouches du Rhône, **Fabien Roussel** député du Nord, **Joël Aviragnet** député haute Garonne, **Michel Delpon** député de Dordogne, **Hubert Julien-Laferriere** député de Lyon, **Marie-Georges Buffet** députée de Seine Saint Denis, **Sébastien Nadot** député de Haute-Garonne, **Michèle Victory** de l'Ardèche, **Jean-Michel Clément**, député de la Vienne, **Bertrand Pancher**, député de la Meuse, **M'Jid El Guerrab**, député des Français de l'étranger, **Sandrine Josso**, députée de Loire-Atlantique **Frédérique Dumas** députée des Hauts de Seine, **Paul Molac** député du Morbihan.

Finaleme^{nt}, pour la gauche, le coronavirus a du bon.

Il permet d'appliquer une partie de son idéologie délirante comme, par exemple, [libérer des milliers de détenus](#) (sans garantie de suivi) parce que « *la prison n'est pas la*

solution ».

Mais pourquoi pas, à l'occasion de la pandémie, demander la régularisation de TOUS les sans-papiers ? Et les aides financières que n'ont pas les Français d'origine tant qu'à faire ?

Et leur donner les « mêmes droits » que les plus âgés des assurés sociaux (ceux qui végètent confinés dans les Ehpad et qui n'auront pas forcément la priorité pour les respirateurs et la réanimation...) ?

Parce que c'est ça l'urgence, pour la gauche et l'immigrationniste islamophile [Aurélien Taché](#) : assurer la sécurité des autres avant les nôtres.

.

Coronavirus : des députés de gauche et LREM souhaitent la régularisation des sans-papiers

Dans une tribune commune, une quinzaine de députés demandent au gouvernement de s'inspirer du Portugal, qui a régularisé ses sans-papiers jusqu'à la fin de l'état d'urgence pour les protéger du coronavirus.

À situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle ? C'est ce que réclament des députés de gauche et certains au sein de La République en marche pour les sans-papiers.

Suite à un appel de l'ancien LREM François-Michel Lambert, une quinzaine de députés ont cosigné une tribune pour demander leur régularisation afin d'assurer leur protection pendant la crise sanitaire.

Parmi eux notamment, Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, ou encore la macroniste Sonia Krimi, à

l'aile gauche de la majorité.

«Les mêmes droits»

Les signataires rappellent dans leur tribune que le Portugal a déjà régularisé temporairement ses sans-papiers jusqu'à la fin de l'état d'urgence. *«Nous demandons solennellement au gouvernement français de prendre les mêmes mesures que le gouvernement portugais»*, réclament les signataires.

Ils demandent ainsi que les sans-papiers puissent avoir *«les mêmes droits»* pour *«l'accès aux soins et pour les aides financières»*.

«C'est une mesure de salubrité publique qui protège tous les habitants du Portugal, indiquent-ils également. La catastrophe sanitaire que nous subissons nous oblige à agir avec responsabilité et sans délai, comme nos amis portugais l'ont fait».

Député de premier plan à l'aile gauche de la majorité, Aurélien Taché – qui ne figure pas parmi les signataires – s'est indigné jeudi sur Twitter de la position de la France sur ce sujet. *«Alors que le Portugal régularise ses sans-papiers, la France ferme ses guichets d'enregistrement pour les demandeurs d'asile. Face à la crise Covid-19, faire preuve de solidarité ne doit pas être à géométrie variable»*, a-t-il voulu rappeler.

«Beaucoup de procédures ont été gelées, de là à mener une grande opération de naturalisation...», a tempéré sur vendredi matin Sud Radio Stanislas Guérini, le délégué général de La République en marche. Il propose, pour l'heure, de *«geler les opérations de demandes d'asile pendant la période»*.

<https://www.lefigaro.fr/politique/coronavirus-des-deputes-de-gauche-et-lrem-souhaitent-la-regularisation-des-sans-papiers-20200403>



Hubert J-LAFERRIERE

@hub_laferriere



Régulariser les sans papiers pour mieux se protéger face à l'épidémie 🇫🇷🇵🇹 C'est une mesure indispensable tant humanitaire que sanitaire : c'est permettre un accès aux soins qui les protège mais aussi qui nous protège tous en limitant encore davantage la propagation du **#COVID19**

Communiqué de presse

Régulariser les sans papiers pour mieux se protéger face à l'épidémie.

Dans le cadre des mesures d'urgence pour lutter contre le COVID-19 le gouvernement portugais a promulgué le samedi 28 mars différentes mesures d'ordre sanitaire et financier dont la régularisation provisoire de tous les immigrés qui avaient introduit une demande afin qu'ils puissent obtenir les mêmes droits que les citoyens portugais pour l'accès aux soins et pour les aides financières, c'est une mesure de salubrité publique qui protège tous les habitants du Portugal.

Nous avons déjà alerté plusieurs fois le gouvernement sur la situation dramatique des sans-papiers et des sans abris. La gravité de la crise sanitaire rend encore plus cruciale la prise en compte de ce problème qui n'a que trop duré.

Nous demandons solennellement au gouvernement français de prendre les mêmes mesures que le gouvernement portugais. La catastrophe sanitaire que nous subissons nous oblige à agir avec responsabilité et sans délai, comme nos amis portugais l'ont fait.

François-Michel Lambert, député des Bouches du Rhône, **Fabien Roussel** député du Nord, **Jéll Aïnaghat** député Haute Garonne, **Michel Delpon** député de Dordogne, **Hubert Julien-Laferriere** député de Lyon, **Marie-Georges Buffet** députée de Seine Saint Denis, **Sébastien Nadot** député de Haute-Garonne, **Michèle Victory** de l'Ardèche, **Jean-Michel Clément**, député de la Vienne, **Bertrand Pascher**, député de la Meuse, **Mamad El Guemab**, député des Français de l'étranger, **Sandrine Jossa**, députée de Loire-Atlantique **Frédérique Dumas** députée des Hauts de Seine, **Paul Molac** député du Morbihan.